

L'Ajournement

Le Canada a réaffirmé dernièrement son rôle de chef de file dans ce domaine parmi les pays du Commonwealth. Au cours du sommet de Londres, en août dernier, le premier ministre (M. Mulroney) a rappelé à nouveau que notre pays dénonce l'apartheid et il a expliqué l'objet de nos sanctions limitées. Au cours de son récent voyage dans les pays de la ligne de front, le premier ministre a réitéré notre engagement en vue non seulement de lutter contre l'apartheid, mais également d'aider les citoyens qui en pâtissent le plus. Le Canada a essayé d'offrir son appui, par exemple, grâce à des programmes d'enseignement et de formation à l'intention de ceux qui préconisent un changement pacifique.

Il ne fait aucun doute que les sanctions visent un objectif symbolique important en faisant bien comprendre au gouvernement de l'Afrique du Sud et aux autres pays que nous prenons ce problème au sérieux. Du même coup, il ne faut pas pour autant pousser les choses à l'extrême, sans oublier que nous risquons de nuire, sur le plan économique, aux personnes même que nous cherchons à aider.

Outre les demandes de rupture des relations commerciales, certains ont fortement insisté pour prendre des mesures semblables sur le plan diplomatique. En réponse, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré ceci:

Si nous finissons par décider de rompre toutes nos relations commerciales et diplomatiques, nous perdrons du même coup toute notre influence auprès de ce pays.

C'est là qu'est le problème. Les voies de communication et les moyens en vue de favoriser des mesures et une réforme concrètes sont absolument essentiels.

Il faut également envisager des moyens novateurs. Le premier ministre a pris une initiative importante en acceptant de parler aux représentants du Congrès national africain, un groupe qui lutte contre l'apartheid en recourant à la violence et au terrorisme. Voici ce qu'a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à ce sujet:

Nous allons devoir décider de nous associer ou non à des groupes comme l'ANC qui continuent de recourir à la violence. Nous avons décidé de traiter avec l'ANC, ce qu'aucun gouvernement canadien n'avait fait auparavant, car ce groupe jouera un rôle dans le règlement du problème sud-africain. Nous croyons avoir de meilleures chances de parvenir plus rapidement à une solution plus pacifique en collaborant avec lui.

● (1830)

Du même coup, nous envisageons également de négocier et de discuter avec le régime de Pretoria, par exemple sous la forme de visites officielles. Voici ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré lors de la réunion de la Commission des droits de l'homme, à propos de la valeur de ces visites:

A mon avis, l'attitude qui consiste à renoncer à ce genre de visite en se disant qu'on nous montrera une fausse image de la situation n'est pas très positive. Si nous partions tous de ce principe, nous n'irions jamais nulle part et nous n'apprendrions jamais rien.

En même temps, il peut être utile d'élargir notre connaissance ou notre compréhension du problème. Malheureusement, l'apartheid étant profondément enraciné, il est évident qu'une

solution immédiate n'est pas possible. Même si nous désapprouvons totalement la politique de ce régime, si nous rompons tout lien avec lui, ce ne serait rien d'autre qu'un désaveu. Ce n'est pas suffisant. Le pire, c'est que l'instabilité qui en résulterait pourrait provoquer de la violence ou une intervention communiste. L'Union soviétique semble être assez opportuniste, précisément dans ce genre de circonstances. Comme le Canada exerce une influence dans cette zone, nous devons veiller, de concert avec les autres pays, à ce que cela ne se produise pas.

En même temps, en conservant une approche équilibrée et ouverte, nous devons chercher activement des moyens d'inciter le gouvernement sud-africain à abolir l'apartheid. Hier soir, le premier ministre a annoncé à la télévision qu'il comptait proposer aux sept principaux pays industrialisés de former un nouveau groupe des sages pour convaincre l'Afrique du Sud d'abolir l'apartheid. Le premier ministre a l'intention de proposer ce plan à l'occasion d'une assemblée qui aura lieu à Venise, en juin prochain. J'ai applaudi à cette nouvelle initiative qui vise à établir un dialogue constructif avec les dirigeants des sept principaux pays industrialisés et le gouvernement sud-africain.

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, tout en continuant d'exercer des pressions sur l'Afrique du Sud pour l'amener à modifier radicalement son régime raciste, le Canada cherche à faire ressortir l'importance du dialogue entre le gouvernement et l'opposition. C'est dans cette optique que nous gardons ouvertes les lignes de communication avec tous les groupes sud-africains. Les contacts de gouvernement à gouvernement sont assurés par nos ambassades respectives.

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a indiqué qu'il serait prêt à se rendre en Afrique du Sud si sa visite contribuait de façon constructive à mettre fin à l'apartheid. Toutefois, rien jusqu'à présent ne permet de conclure que le gouvernement de ce pays a modifié sa position depuis qu'il a rejeté le concept de négociation proposé il y a dix mois par le groupe de personnalités éminentes du Commonwealth et qu'il est resté sourd aux appels de Sir Geoffrey Howe, secrétaire britannique aux Affaires étrangères, lors de sa visite l'été dernier. Le gouvernement Botha n'est pas prêt à engager avec les dirigeants noirs légitimes un dialogue constructif qui mènerait au démantèlement de l'apartheid et à l'instauration d'un gouvernement non racial et représentatif.

De l'avis du gouvernement, le Congrès national africain sera un élément de la solution du problème sud-africain, peu importe comment et quand cette solution verra le jour. Le premier ministre (M. Mulroney) et le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont tous deux convenu en principe de rencontrer M. Oliver Tambo, président de l'ANC, lorsqu'il viendra au Canada. Aucune date n'a été arrêtée pour ces rencontres.